



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1992/NGO/19
10 août 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-quatrième session
Point 6 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS
LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX
ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ETABLI EN
APPLICATION DE LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

Communication écrite présentée par le Lawyers Committee for
Human Rights, organisation non gouvernementale dotée du
statut consultatif de la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est
distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et
social.

[7 août 1992]

1. Les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme se sont multipliées en Haïti depuis quelques mois et méritent l'attention immédiate de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Une mission d'enquête dépêchée à Haïti, du 1er au 10 mai 1992, par le Lawyers Committee for Human Rights a constaté que la situation des droits de l'homme y était extrêmement grave.

2. Les forces armées haïtiennes et leurs alliés civils violent les droits les plus fondamentaux, y compris le droit à la vie et les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion. La torture et les mauvais traitements, les arrestations et les détentions illégales sont devenues monnaie courante. Comme nous avons pu le constater, la répression militaire est si sévère que de nombreux Haïtiens vivent dans la clandestinité. La plupart des Haïtiens avec lesquels la délégation du Lawyers Committee a pu s'entretenir ont demandé que leurs noms ne figurent dans aucun document public. La situation est particulièrement grave dans les régions rurales où les membres de la police rurale connus sous le nom de "chefs de section", qui relèvent de l'armée haïtienne et ont des milices privées et des centres de détention clandestins, sévissent à nouveau dans une quasi-impunité.

3. Les personnes accusées de surveiller les violations de droits et de défendre ceux qui ont critiqué les auteurs du coup d'Etat militaire sont particulièrement en danger. Des membres d'organisations de défense des droits de l'homme ont été contraints de se cacher. Des soldats ont investi les bureaux de plusieurs organisations communautaires dans les régions rurales, détruisant le matériel, volant des marchandises et contraignant les responsables et les membres de ces organisations à s'enfuir. Les organisations en question étaient souvent une source essentielle d'information sur les violations des droits de l'homme commises dans les régions rurales, où vit environ 75 % de la population. Des prêtres et des religieuses, qui représentent une autre source d'information et jouent un rôle important - parfois modérateur - dans les régions isolées ont été arrêtés, passés à tabac et contraints de cesser leurs activités. Les derniers avocats qui persistent à défendre les droits de l'homme font l'objet de menaces de mort et d'autres formes d'intimidation, simplement parce qu'ils défendent des personnes ayant des difficultés avec les autorités ou s'efforcent activement de promouvoir le respect des droits de l'homme.

4. Ces derniers mois, les personnes dont les noms suivent ont été la cible des forces armées haïtiennes en raison de leurs activités en faveur des droits de l'homme :

a) Le samedi 6 juin 1992, le père Gilles Danroc, un prêtre français, donnait un cours spécial de catéchisme dans la petite ville de La Chapelle, en préparation à la fête de la Pentecôte qui devait être célébrée le lendemain. Le cours venait de commencer, vers 10 heures, lorsque deux soldats armés de fusils et de revolvers ont fait irruption dans la pièce, signifiant au père Danroc qu'il tenait une réunion "illégale" et que tout le monde était en état d'arrestation. Les soldats n'étaient munis d'aucun mandat d'arrêt. Il y avait 14 élèves haïtiens dans la classe, dont une jeune fille de 17 ans qui était enceinte. Le père Danroc et les étudiants ont été emmenés, menottes

aux mains, et gardés à vue pendant deux jours. Sept des étudiants ont été passés à tabac, y compris la jeune fille enceinte. Le père Danroc a quitté Haïti pour la France le 9 juin;

b) Vers 9 heures du matin, le 1er juin 1992, un prêtre haïtien, le père Denis Verdier, a été arrêté par des officiers de l'armée dans la ville de Les Cayes, située au sud-ouest d'Haïti. D'autres prêtres qui travaillaient à un projet de développement local dirigé par CARITAS à Les Cayes ont été arrêtés en même temps que lui. Le père Verdier s'était employé à rassembler des informations sur les violations des droits de l'homme commises dans le sud-ouest du pays et avait fait l'objet de nombreuses menaces de mort. Il vivait dans la résidence de l'évêque à Les Cayes. Des soldats ont fait irruption dans la résidence de l'évêque le même jour, ont fouillé toute la maison, bien qu'ils ne fussent munis d'aucun mandat de perquisition, et ont menacé les occupants. Toutes les personnes arrêtées ont été emmenées à la caserne au centre de la ville. Le père Verdier a été détenu pendant une semaine sans être inculpé du moindre délit et sans pouvoir bénéficier de l'assistance d'un avocat. Il aurait été bousculé et frappé sur les pieds et le dos mais il semble qu'il n'ait pas été torturé;

c) Paul Yves Joseph, un avocat établi à Les Cayes, dans le sud-ouest d'Haïti, est un ardent défenseur des droits de l'homme et enseigne les droits de l'homme et les aspects fondamentaux du droit à des personnes ayant des activités parajuridiques dans la région. Il fournit une aide judiciaire gratuite aux pauvres et a défendu en justice des personnes qui avaient été illégalement arrêtées. Au début de mai 1992, des soldats armés se présentèrent à son domicile en proférant des menaces. Il refusa de les laisser entrer parce qu'ils n'étaient pas munis d'un mandat de perquisition. Des soldats se présentèrent à nouveau à son domicile le samedi 30 mai 1992, au matin, alors qu'il était en ville avec sa famille pour faire des achats. Les soldats pénétrèrent par effraction chez lui et mirent tout sens dessus dessous dans sa maison, détruisant ou jetant par la fenêtre des documents relatifs à son étude ainsi que du matériel d'enseignement. Prévenus par des voisins que leur maison avait été fouillée par l'armée et qu'il était préférable qu'ils ne rentrent pas chez eux, Mme Joseph et ses deux enfants cherchèrent immédiatement refuge chez des voisins, tandis que M. Joseph partit se cacher quelque temps dans les collines avoisinantes; il y demeura jusqu'à ce qu'il puisse gagner sans risque la ville de Port-au-Prince, où il se cache actuellement;

d) Le 29 avril 1992, René Julien, un avocat, a demandé à voir sa cliente, Soeur Clémencia, qui avait été arrêtée illégalement et détenue pendant cinq jours au motif qu'elle avait été trouvée en possession de calendriers portant une photo du président Aristide. Alors qu'il se trouvait dans le bureau du procureur, M. Julien a été menacé d'arrestation, agressé verbalement et, finalement, renvoyé sans avoir pu rencontrer sa cliente;

e) Camille Leblanc, l'associé de M. Julien, représentait M. Jean-Paul Mario, un journaliste arrêté illégalement, détenu pendant six mois et torturé, dont il s'efforçait d'obtenir la libération. En dépit d'une injonction ordonnant la libération du prisonnier, les militaires responsables de la prison de Petit Goave ont refusé de libérer M. Mario, alléguant que c'étaient eux et non le juge qui dirigeaient la prison.

Par la suite, M. Leblanc a reçu de nombreuses menaces de mort par téléphone; il affirme même être suivi. Il a en outre fait l'objet de nombreuses menaces en novembre 1991, parce qu'il défendait plusieurs étudiants et tentait de faire libérer Manno Charlemagne, un chanteur populaire dont les sympathies pour le président Aristide sont bien connues.

5. Le Lawyers Committee s'est entretenu avec chacune des personnes susmentionnées au cours de sa mission d'enquête en mai. Le fait que les forces armées haïtiennes s'attaquent plus particulièrement à des défenseurs des droits de l'homme comme le père Danroc, le père Verdier et les avocats Paul Yves Joseph, René Julien et Camille Leblanc indique que la situation des droits de l'homme a maintenant atteint un stade critique. Le Lawyers Committee demande à la Sous-Commission d'inviter le Gouvernement haïtien de facto à :

a) Mettre fin à toutes les violations des droits de l'homme, notamment aux exécutions extrajudiciaires, tortures ou autres traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants, arrestations et détentions arbitraires, atteintes à la liberté d'expression, d'association et de réunion et attaques contre les partisans et défenseurs des droits de l'homme;

b) Veiller à ce qu'Haïti respecte pleinement les obligations qui lui incombent en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques que ce pays a ratifié le 6 février 1991;

c) Ouvrir immédiatement des enquêtes sur toutes les violations des droits de l'homme et traduire en justice et punir les personnes reconnues coupables de ces violations;

d) Fermer tous les établissements ou centres de détention clandestins et garantir aux représentants du Comité international de la Croix-Rouge l'accès à tous les établissements et centres de détention.
